



PREFET DE LOIR ET CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

18 MARS 2011

Unité territoriale

Carrières en lit majeur.

**Réduction de 10% des quantités
maximales annuelles autorisées.**

Rapport de l'inspection des installations classées

Monsieur le Préfet de LOIR ET CHER

L'exploitation des granulats alluvionnaires dans le lit majeur des cours d'eau, bien qu'ils offrent des qualités mécaniques intéressantes notamment pour la qualité des bétons, peut porter atteinte aux milieux aquatiques par consommation de matériaux non renouvelables, dans lesquels circulent les nappes, assurant une filtration et une épuration de ces nappes. De plus les vallées alluvionnaires sont des espaces tampons de régulation des débits des cours d'eau, des zones de dénitrification, et sont très souvent occupées par des espèces remarquables.

En région Centre, la réduction des extractions de granulats en lit majeur des cours d'eau était encadrée depuis 1996 par un protocole signé entre l'Etat et les professionnels (démarche unique en France). Cette réduction progressive était basée sur les quantités extraites et gérée par exploitant à l'échelle régionale.

Le SDAGE Loire Bretagne 2010-2015 approuvé par le Préfet de la région Centre le 18 novembre 2009 met fin à cette gestion contractuelle et lui substitue un système de réduction basé sur les quantités maximales autorisées avec une déclinaison par département tous exploitants confondus.

L'objectif du SDAGE est de réduire et encadrer les extractions de granulats dans le lit majeur des cours d'eau. Une certaine progressivité est prévue dans la mise en œuvre de cette mesure. Ainsi, l'objectif de réduction des extractions de granulats est de 4 % par an, mesurée par rapport aux autorisations d'exploiter en cours de validité, à l'échelle de la région.

49 bis rue Laplace
41000 BLOIS

Tél. : 02 54 74 98 80 Fax : 02 54 74 08 09
Mel : ur41.dreal-centre@cveloppement-durable.gouv.fr



Pour mettre en œuvre cet objectif, le SDAGE prévoit que chaque préfet de département s'assure que les autorisations qu'il accorde respectent ce taux de décroissance dans son département.

Afin de pouvoir mesurer cette réduction, le SDAGE définit deux indices :

- l'indice **IGA** [correspond à la somme des tonnages annuels maximum autorisés de chacun des arrêtés de carrière des granulats alluvionnaires en cours de validité] ;
- l'indice **IGAB** [correspond à l'indice granulats autorisables de référence (somme des tonnages annuels maximum autorisés au 1^{er} janvier 2005) diminué de 4 % par an].

Pour respecter l'objectif de réduction, la somme des tonnages maximum nouvellement autorisés au cours d'une année n devra donc être inférieure à l'IGAB de l'année n moins l'indice IGA de l'année n. Cette disposition devra être respectée l'année de la délivrance de l'autorisation (et non pendant la durée totale de l'autorisation).

I. APPLICATION AU DEPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER

I.1. Comparaison des valeurs de l'IGA avec celles de l'IGAB

I.1.A. IGAB 2011

Dans le département de Loir-et-Cher l'indice de granulats autorisables au 1^{er} janvier 2005 (IGAB au 1/01/2005) est de 2 066 000 tonnes (tonnage de référence correspondant à 14 carrières autorisées). La réduction de l'IGAB de 4% de ce tonnage correspond à une réduction régulière de 82 640 tonnes par an pour arriver à une valeur nulle au 1^{er} janvier 2030, échéance à partir de laquelle plus aucune nouvelle autorisation de carrière en lit majeur ne pourra être délivrée.

Le tableau ci après illustre la réduction de l'IGAB appliquée au département de Loir-et-Cher selon les principes présentés ci dessus :

IGAB (en tonnes)		IGAB (en tonnes)	
Au 1 ^{er} janvier 2005	2 066 000	Au 1 ^{er} janvier 2018	991 680
Au 1 ^{er} janvier 2006	1 983 360	Au 1 ^{er} janvier 2019	909 040
Au 1 ^{er} janvier 2007	1 900 720	Au 1 ^{er} janvier 2020	826 400
Au 1 ^{er} janvier 2008	1 818 080	Au 1 ^{er} janvier 2021	743 760
Au 1 ^{er} janvier 2009	1 735 440	Au 1 ^{er} janvier 2022	661 120
Au 1 ^{er} janvier 2010	1 652 800	Au 1 ^{er} janvier 2023	578 480
Au 1 ^{er} janvier 2011	1 570 160	Au 1 ^{er} janvier 2024	495 840
Au 1 ^{er} janvier 2012	1 487 520	Au 1 ^{er} janvier 2025	413 200
Au 1 ^{er} janvier 2013	1 404 880	Au 1 ^{er} janvier 2026	330 560
Au 1 ^{er} janvier 2014	1 322 240	Au 1 ^{er} janvier 2027	247 920
Au 1 ^{er} janvier 2015	1 239 600	Au 1 ^{er} janvier 2028	165 280
Au 1 ^{er} janvier 2016	1 156 960	Au 1 ^{er} janvier 2029	82 640
Au 1 ^{er} janvier 2017	1 074 320	Au 1 ^{er} janvier 2030	0

I.1.B. IGA 2011

Le tableau ci dessous présente le calcul de l'IGA 2011 :

Société concernée	Commune	Lieu dit	Validité de l'autorisation	Maximum autorisé (tonnes/an)
SACATRA	Angé	Les Potences	16/11/2015	145 000
LIGERITENNE de Granulats	Chouzy-sur-Cisse	Pré de l'entrée, Pré du milieu	25/09/2015	400 000
MINIER SA	Couture sur Loir	Sur la Varenne de Chevclu	25/11/2012	120 000
CHAVIGNY SA	Montoire sur le Loir	Villeneuve Sud Est	27/02/2017	50 000

CEAVIGNY SA	Montoire sur le Loir	Pièce de la Touche	16/12/2017	190 000
MINIER SA	Naveil	La Riotte	05/04/2012	150 000
GIE MATERIAUX DU CHER	Noyers-sur-Cher	Le Busas – Les sablières	29/10/2033	150 000
EUROVIA	Pezou	La Douaire – les Grouais	27/01/2016	30 000
PLOUX FRERES	Saint Laurent Nouan	Ile de Nouan	24/09/2020	150 000
VAL-MAT (ex SBEC)	Sougé	Marchais	18/07/2015	80 000
SMVL	Suèvres et Courbouzon	Les tailles	13/01/2031	150 000
CEAVIGNY SA	Thoré La Rochette	Champfort	15/07/2011	51 000
CEAVIGNY SA	Villavard	La Rotelle	17/08/2024	80 000
			Total	1 746 000

A noter que dans le calcul de l'IGA 2011 deux carrières ont été exclues du fait qu'elles ne sont plus exploitées et remises en état (les déclarations de cessation d'activité ont été faites auprès de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher):

- carrière exploitée par la société SMVL à Suèvres, lieudit « Le Domino » autorisée pour une production maximale annuelle de 250 000 tonnes.
- carrière exploitée par la société EUROVIA à Sougé, lieudit « Pièce des Jones » autorisée pour une production maximale annuelle de 100 000 tonnes. Autorisation échue depuis le 22/09/2010.

I.1.C. Conclusion sur la comparaison entre l'IGAB 2011 et l'IGA 2011

Pour l'année 2011, la comparaison des quantités maximales autorisées (IGA 2011 = 1 746 000 tonnes) avec les quantités maximales autorisables (IGAB 2011 = 1 570 160 tonnes) conduit à conclure qu'aucune nouvelle autorisation et aucun renouvellement d'autorisation ne peuvent être autorisés dans la situation actuelle du département.

L'analyse prospective conduite par l'inspection des Installations classées permet de conclure que cette situation est valable jusqu'au début de l'année 2016.

I.2. Analyse détaillée de la situation – Alternative proposée.

La situation du département peut donc conduire à refuser toute nouvelle autorisation de carrière en lit majeur.

L'examen des données de production de 2004 à 2009 montre cependant que les extractions sont très notablement inférieures aux quantités maximales autorisées. En moyenne, sur l'ensemble des carrières encore exploitées et sur la période 2004-2009, elles ont représenté moins de 40% des capacités maximales autorisées. Elles sont également dans la plupart des cas inférieures aux quantités moyennes autorisées.

Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet une alternative équitable consistant à réduire de 10% les quantités maximales autorisées de l'ensemble des carrières du département en lit majeur, et ce de façon à mettre en concordance l'IGA 2011 avec l'IGAB 2011.

Avec la réduction de 10 %, l'IGA 2011 est ramené à 1 571 400 tonnes pour un IGAB 2011 de 1 570 160 tonnes.

Il est important de préciser que cette réduction modérée obligera cependant les exploitants concernés par de nouveaux projets en lit majeur à proposer une réduction supplémentaire des quantités maximales autorisées des carrières qu'ils exploitent.

Elle doit permettre aux exploitants du département de développer des projets d'extraction de granulats en dehors du lit majeur (notamment en terrasse), et de ne pas conduire à remettre en cause les outils industriels dépendant de cette ressource.

Par un courrier en date du 8 février 2011 Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher a suivi les propositions de l'inspection des installations classées en invitant les carriers concernés à lui faire part de leur accord sur la réduction de 10 %, et à lui donner tout élément d'appréciation utile permettant d'éclairer son analyse.

1.3. Réponses des professionnels

Tous les carriers interrogés par Monsieur le Préfet ont donné leur accord à la proposition qui leur était faite de réduire de 10 % la quantité maximale annuelle autorisée de chacune leur carrière exploitée en lit majeur.

A noter que parmi les réponses des exploitants plusieurs d'entre eux ont rappelé que si le SDAGE prévoyait une réduction des extractions de granulats en lit majeur, il accompagnait cette réduction d'un suivi (article 1D-3) par des observatoires régionaux à mettre en place sur l'ensemble du bassin Loire - Bretagne dans l'année suivant son adoption.

Le tableau ci dessous présente la situation des carrières du département situées en lit majeur avec la réduction de 10 % de la production maximale annuelle autorisée.

Société concernée	Commune	Lieudit	Date de l'accord de l'exploitant	Nouveau Maximum autorisé (tonnes/an)
SACATRA	Angé	Les Potences	24/02/2011	130 500
LIGERIEENNE de Granulats	Chouzy-sur-Cisse	Pré de l'entréc, Pré du milieu	24/02/2011	360 000
MINIER SA	Couture sur Loir	Sur la Varenne de Chevelu	17/02/2011	108 000 (1)
CHAVIGNY SA	Montoire sur le Loir	Villeneuve Sud Est	18/02/2011	45 000
CHAVIGNY SA	Montoire sur le Loir	Pièce de la Touche	18/02/2011	171 000
MINIER SA	Naveil	La Riotte	17/02/2011	135 000
GIE MATERIAUX DU CHER	Noyers-sur-Cher	Le Busas - Les sablières	9/03/2011	135 000
EUROVIA	Pezou	La Douaire - les Grouais	9/03/2011	27 000
FLOUX FRERES	Saint Laurent Nouan	Ile de Nouan	08/03/2011	135 000
VAL-MAT (ex SBEC)	Sougé	Marchais	16/03/2011	72 000
SMVL	Suèvres et Courbouzon	Les tailles	9/03/2011	135 000
CHAVIGNY SA	Thoré La Rochette	Champfort	18/02/2011	45 900
CHAVIGNY SA	Villavard	La Rotelle	18/02/2011	72 000
			Total	1 571 400

(1) Dans son courrier du 17 février 2011 l'exploitant a indiqué accepter une réduction de 10 % sur le maximum annuel autorisé de 120 000 tonnes, soit un nouveau tonnage annuel de 108 000 tonnes (le bon calcul donne 108 000 tonnes). La correction a été apportée dans le tableau ci dessus et dans la proposition d'arrêté jointe.

II. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Le SDAGE Loire Bretagne approuvé par le Préfet de la région Centre le 18 novembre 2009 a retenu le principe d'une réduction progressive des extractions de granulats en lit majeur des cours d'eau du bassin.

Dans le département du Loir-et-Cher la déclinaison de ce principe et des règles associées, ramené au nombre important de carrières encore exploitées en lit majeur, peut conduire M le Préfet à refuser toute nouvelle autorisation de carrière.

Aussi, après une analyse détaillée de la situation du département présentée ci dessus, M le Préfet a été proposé aux professionnels concernés une réduction de 10 % de la production maximale autorisée de chacune de leur carrière en lit majeur, de façon à mettre en concordance la somme des quantités maximales autorisées avec celles autorisables en 2011. Etant précisé que cette alternative qui permet simplement de trouver une position d'équilibre obligera les exploitants concernés par de nouveaux projets à proposer une réduction supplémentaire des quantités maximales autorisées des carrières qu'ils exploitent.

L'ensemble des professionnels consultés ayant répondu favorablement à la demande de M le Préfet, l'inspection des installations classées lui propose de réduire de 10 % les quantités maximales autorisés des 13 carrières concernées par le biais de prescriptions complémentaires à prendre dans les formes de l'article R.512-31 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et les treize propositions d'arrêté jointes soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation carrières, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.